

Périodiques non canadiens

ordinaires, de plusieurs revues commerciales et de livres qui ne se préoccupent de personne en dehors de Toronto, du moins sorti de la région ontarienne. Je le sais par expérience. Je ne vois vraiment pas pourquoi les députés d'en face jugent nécessaire, au cours de cet important débat, de s'en prendre au Secrétaire d'État et à son parti. Il ne s'agit ni de personnalité ni de politique; c'est une question d'intérêt public. Le secrétaire d'État a pu croire que la voix du petit groupe puissant de Toronto qui sait se faire entendre était la voix du public. Ce groupe-là a la haute main sur les media et parvient à faire croire qu'il exprime la voix de l'opinion publique. Ces gens-là s'efforcent d'amener le public à prendre des mesures qui favoriseront surtout leurs intérêts aux dépens de deux périodiques à fort tirage et intéressants. Les ministériels, les oppositionnels et, en fait, tous les Canadiens se sont fait une idée fautive de l'opinion publique à cause des manigances de cette minorité puissante. Trop de Canadiens croient que ce petit groupe exprime l'opinion publique, alors qu'il ne s'agit que de quelques magnats ayant la haute main sur l'édition au Canada.

L'édition au Canada est sous la coupe de trois magnats de l'édition: FP Publications, Southam et Lord Thompson, qui a pris un titre de noblesse britannique. L'édition du livre au Canada semble être contrôlée par une ou deux personnes qui ont créé l'organisme connu sous l'appellation «A Committee for an Independent Canada» qui s'est révélé être un élément anti-américain chez nous. Cela me gêne beaucoup parce que je ne hais point mon voisin qui était mon ami.

Je regrette que le secrétaire d'État insiste pour proposer l'adoption de ce bill en dépit de ce que veut réellement l'opinion publique, l'opinion de la population. Il y en a qui accusent les députés qui s'opposent au bill C-58 de réagir dans le sens de l'un des plus puissants groupes de coulissiers du Parlement canadien. Je soutiens au contraire que nous devons ce bill dont nous sommes saisis à une opinion élitiste minoritaire, à un groupe très puissant qui a une grande influence—et aussi du talent—et qui voudrait imposer ses idées culturelles à tout l'est du Canada.

Une voix: Le secrétaire d'État.

Mme Holt: Ce n'est pas le secrétaire d'État. Le secrétaire d'État entendait une voix qui est très puissante dans l'Est, mais que nous n'entendons pas aussi bien dans l'Ouest. En fait, nous ne la connaissons pas du tout, car pour beaucoup d'entre nous, les seules nouvelles nationales qui nous parviennent nous viennent du *Time*, autrement dit, de reportages objectifs.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Toronto ne rend pas du tout compte de l'intérêt public, mais des intérêts privés d'un petit groupe. C'est un groupe impressionnant, qui a fait de bonnes choses pour le Canada. Il y a des années, Maclean-Hunter avait les moyens de publier une revue d'actualités. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Je me suis occupée activement d'une revue lancée à Montréal, le *Canada Month*. Nous avons travaillé très fort. Nous avons fait don de notre matériel. J'ai trouvé des rédacteurs dans tout le Canada. J'ai même cherché des commanditaires pour pouvoir faire vivre la revue. Hélas, ce fut un échec. De toute la réclame que *Maclean's*, *Chatelaine*, et les journaux auraient pu consentir à partager, pas une miette n'a été consentie à *Canada Month*, une revue jeune et dynamique, et cela parce que les annonceurs—en notre société dite de libre

entreprise—ont préféré faire leur réclame dans des publications puissantes, établies de longue date.

Il y a deux grands journaux à Vancouver. Il y en avait trois, mais le monopole s'est partagé le marché et le troisième fut supprimé. Nous avons appris très tôt à Vancouver que pour créer un nouveau journal, et je crois que cela vaut pour toutes les grandes villes du Canada, il faut être prêt à perdre 25 millions de dollars ou plus avant d'obtenir les recettes publicitaires qui rendraient l'entreprise rentable.

Parmi les nombreuses lettres que j'ai reçues, seulement quatre sur environ huit cents ou mille—je ne les ai jamais comptées—s'opposaient au bill. Certains semblent croire qu'il s'agit là de lobbying de la part des revues visées, alors qu'il s'agit de simples citoyens canadiens. Je dois reconnaître que ce n'est qu'après que *Reader's Digest* et *Time* eurent expliqué le sens du bill C-58 en termes simples que le public s'est rendu compte de ce qui pouvait arriver à deux revues fort prisées. Il a réagi; cependant, j'ai reçu des lettres avant cela.

J'ai lu les rapports du sondage Gallup publiés en janvier. Moins de 1 p. 100 du public canadien souhaite que *Reader's Digest* ne soit plus sur un pied d'égalité avec les autres magazines du pays. *Reader's Digest* et *Time* sont pour ainsi dire des immigrants reçus au Canada depuis 31 ans. Il est plutôt étrange qu'après tout ce temps, les règles du jeu soient changées. Cela ressemble à la situation d'un immigrant qui s'est installé au Canada, s'y est construit une maison, et se fait ensuite dire qu'il ne peut plus vivre ici dans les mêmes conditions.

Les revues *Reader's Digest* et *Time*, à un degré moindre, sont les seuls moyens qui s'offrent à des écrivains et à des sujets canadiens de percer sur la scène internationale. Elles donnent aux écrivains canadiens l'occasion de travailler dans un domaine très restreint. En d'autres mots, il n'est pas facile de se trouver un emploi à *Newsweek* ou dans d'autres revues américaines. Si vous êtes un écrivain reconnu, vous avez de bonnes chances de décrocher un emploi. Je n'ai eu aucune difficulté ces dernières années. Toutefois, les jeunes écrivains ont leurs premières chances de percer dans des revues comme *Reader's Digest*.

Il y a ceux qui comparent *Reader's Digest* aux autres revues américaines comme *Playboy*, qui ne contient rien de canadien, si ce n'est parfois une Canadienne qui illustre les pages centrales. Ceux qui comparent *Reader's Digest* à *Playboy*, *Newsweek*, *U.S. News and World Report* et que sais-je encore, oublient que ces publications n'ont pas exprimé le vœu d'établir un bureau au Canada, de créer des emplois pour les auteurs canadiens et de rédiger des articles dignes d'être lus. *Reader's Digest* et *Time*, eux, l'ont fait, ils ont créé des emplois, aménagé des locaux et diffusé dans le monde entier des écrits d'auteurs canadiens. En dépit de tout ce qu'on entend dire, *Reader's Digest* ne bénéficie pas de privilèges fiscaux. Il est sur le même pied que toutes les autres publications. Dans un pays où règne la libre entreprise, l'annonceur devrait avoir le droit de choisir. J'ai examiné un numéro de *Maclean's*: 75 p. 100 du magazine sont consacrés à la publicité. Cela veut dire que ses propriétaires sont bien gras et suffisants et qu'ils n'ont plus besoin de rien.

Si d'aucuns pensent que les recettes publicitaires que le bill va faire perdre à *Time* et à *Reader's Digest* favoriseront le lancement d'autres revues ils se trompent. La publicité va aller aux journaux et revues déjà bien pourvus. J'étais bien contente qu'ils soient riches, car ils pouvaient ainsi me payer un bon salaire. Ce ne sont pas eux les parents pauvres. Outre les journaux, c'est la télévision et la radio